

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Public Works and Government Services Canada
Telus Plaza North, 5th floor
10025 Jasper Avenue
Edmonton
Alberta
T5J 1S6
Bid Fax: (780) 497-3510

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Cambridge Bay Airport Remediation	
Solicitation No. - N° de l'invitation EW699-140249/A	Date 2013-07-05
Client Reference No. - N° de référence du client TC	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$NCS-206-9863	
File No. - N° de dossier NCS-3-36041 (206)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-07-30	Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Peters (NCS), Brent	Buyer Id - Id de l'acheteur ncs206
Telephone No. - N° de téléphone (780) 497-3668 ()	FAX No. - N° de FAX (780) 497-3510
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA TELUS PLAZA N. 10025 JASPER AVE EDMONTON Alberta T5J1S6 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Northern Contaminated Site Program
Telus Plaza North, 5th floor
10025 Jasper Avenue
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

**ASSAINISSEMENT DE L'AIRE D'ENTRAÎNEMENT À LA LUTTE CONTRE LES INCENDIES À
L'ÉAEROPORT DE CAMBRIDGE BAY, CAMBRIDGE BAY (NUNAVUT)
NUMÉRO DE PROJET DE TPSGC : R.056019.005**

Table des matières

Section 1 : Instructions à l'intention des soumissionnaires

1. Instructions et conditions
2. Exigence
3. Exigences obligatoires
4. Contenu des soumissions
5. Critères d'évaluation ou méthode de sélection

Section 2 : Contrat subséquent

Voir Section 2 - Table des matières

Annexes

- A. Conditions supplémentaires
- B. Conditions générales
- C. Spécifications
- D. Santé et sécurité
- E. Assurance et certificat d'assurance de l'assureur
- F. Base de paiement
- G. Modalités de paiement
- H. Attestations et documents requis
- I. Critères d'évaluation ou méthode de sélection

Section 1 : Instructions à l'intention des soumissionnaires

1.0 Instructions et conditions

1.1 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.2 Critères d'évaluation de l'ARTN

Les avantages qui s'appliquent à ce marché sont exprimés dans la partie 6 du chapitre « Marchés de l'État » de l'Accord entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut (ARTN) :

24.6.1 Chaque fois que cela est faisable et compatible avec une saine gestion des marchés de l'État, et sous réserve des obligations internationales du Canada, l'ensemble des critères énumérés aux alinéas suivants ou tous ceux qui sont appropriés à l'égard d'un marché donné font partie des critères établis par le gouvernement du Canada en vue de l'adjudication des marchés de l'État dans la région du Nunavut :

- a) présence de sièges sociaux, de bureaux administratifs ou d'autres établissements dans la région du Nunavut;
- b) dans l'exécution des marchés, embauchage de travailleurs qui sont des Inuits, recours aux services professionnels des Inuits ou de fournisseurs qui sont soit des Inuit, soit des entreprises inuites;
- c) prise d'engagements, dans le cadre du marché, relativement à la formation en cours d'emploi ou au perfectionnement professionnel des Inuits.

1.3 Instructions, clauses et conditions de la demande de soumissions

1.3.1 Toutes les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions sont identifiées par un numéro, une date et un titre dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*, produit par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

1.3.2 Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

1.3.3 Le document 2003 *Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels (2013-06-01)* est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

1.3.3.1 Le paragraphe 5, *Présentation des soumissions*, de la sous-section 4 du document 2003, *Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels*, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours. Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

1.3.4 Les soumissions transmises par voie électronique ne seront pas acceptées, en raison de la nature de la présente soumission.

- 1.3.5** Les modifications apportées aux soumissions seront refusées après la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- 1.3.6** En raison des exigences opérationnelles du projet, les demandes de prolongation de la demande de soumissions NE seront PAS prises en compte.
- 1.3.7** L'entrepreneur ne se fera rembourser aucune dépense engagée avant la date d'entrée en vigueur du contrat à moins d'indications contraires explicites dans le contrat.
- 1.3.8** Conformément l'article 01 des Instructions uniformisées 2003 et 2004, les soumissionnaires doivent fournir une liste complète de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. De plus, chacun des individus inscrits sur la liste peut être tenu de remplir un formulaire de Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire, comme il a été déterminé par la Direction des enquêtes spéciales, Direction générale de la surveillance.

2.0 Exigence

2.1 Résumé

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux spécifications qui figurent à l'**Annexe C** ainsi que dans les sections « Soumission technique » et « Soumission de gestion et d'organisation » dans la soumission présentée par l'entrepreneur, intitulée (à déterminer), en date de (à déterminer).

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), de la part de Transports Canada, ont une exigence pour les activités de remédiation au Feu d'Aéroport de Baie de Cambridge Entraînant la Région (FTA) trouvé sur Victoria Island, Nunavut. Le travail inclut, mais n'est pas limité à la mobilisation et à la démobilitation de tout l'équipement nécessaire et du matériel, pour l'excavation de sol contaminé, la construction d'une unité de traitement landfarm (LTU) au site et au transport de sol impacté au LTU.

2.2 Spécifications

- 2.2.1** Nous vous invitons à présenter une soumission technique, une soumission de gestion et d'organisation, un état des considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement **[l'original et quatre (4) copies]** ainsi qu'une soumission financière (**l'original seulement**) concernant les travaux décrits dans les spécifications énoncées à l'**Annexe C**, ci-jointe, pour Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

2.3 Durée du contrat proposé

- 2.3.1** La période du contrat s'étend du (date à déterminer) au 31 décembre, 2013. Les travaux doivent être réalisés entre (date approximative) le août 2013 et l'automne 2013, et tous les produits à livrer devront être prêts au plus tard le 31 décembre, 2013.

2.4 Garantie financière contractuelle

- 2.4.1** L'entrepreneur ne sera pas tenu de fournir de garantie d'exécution; cependant, il y aura une retenue de garantie mensuelle de 10 % conformément à l'article TP-3, « Mode de paiement » figurant à l'**Annexe G** ci-jointe.

2.4.2 Définition de la retenue de garantie de 10 %

La retenue de garantie de dix pour cent (10 %) est un montant que le Canada prélève sur chaque facture mensuelle comme garantie contractuelle. Cette retenue se calcule à partir du montant de la facture avant la taxe sur les produits et services (TPS). La retenue de garantie est remise conformément aux modalités énoncées dans l'article TP-3.

2.5 Études et expérience - attestation

2.5.1 En signant la présente demande d'offres à la première page, le soumissionnaire confirme, après vérification, l'exactitude de tous les renseignements contenus dans les curriculum vitae et les documents connexes joints à sa proposition, notamment l'information se rapportant à la scolarité, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque personne qu'il a proposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat subséquent.

2.6 Santé et sécurité : CAT et programme de sécurité des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut

2.6.1 Voici ce que le soumissionnaire recommandé doit fournir à l'autorité contractante, avant l'adjudication du contrat.

2.6.1.1 Le résumé du coût des demandes d'indemnisation de la Commission des accidents du travail (NU);

2.6.1.2 Une lettre d'attestation de la Commission des accidents du travail et une confirmation écrite de cet organisme que les administrateurs, les cadres supérieurs, les propriétaires ou les partenaires qui se rendront sur les chantiers ou prévoient le faire seront protégés.

2.6.1.3 Un certificat de reconnaissance ou un plan de sécurité enregistré, accepté par l'autorité compétente. Un programme de santé et de sécurité, exigé par la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de la province ou du territoire en question, serait accepté en remplacement du certificat de reconnaissance ou du plan de sécurité enregistré. Si la loi dans la province ou le territoire n'en exige pas, remplir en lieu et place le formulaire de déclaration prévu à cet effet et le retourner.

2.6.2 Le soumissionnaire recommandé doit fournir les documents énoncés ci-dessus à l'autorité contractante à la date fixée par l'autorité contractante ou avant (habituellement dans les 3 à 5 jours suivants l'avis), à défaut de quoi il y aura rupture de promesse, auquel cas l'autorité contractante pourra alors se tourner vers le soumissionnaire suivant sur la liste des soumissionnaires retenus.

2.7 Idées présentées par les soumissionnaires pendant la période de la demande de propositions (DP)

2.7.1 Si le soumissionnaire considère que les spécifications ou l'énoncé des travaux (EDT) contenus dans la présente demande de propositions (DP) peuvent être améliorés du point de vue technique ou technologique, il est prié de proposer par écrit des idées à l'autorité contractante indiquée dans la présente. Il doit clairement décrire l'amélioration qu'il propose ainsi que la raison de cette amélioration. Les idées qui ne représentent pas des restrictions pour le niveau de concurrence et celles qui ne favorisent personne en particulier parmi les soumissionnaires seront étudiées à condition d'avoir été acheminées à l'autorité contractante dans les cinq (5) jours civils précédant

la date de la clôture de la demande de soumissions indiquée dans la présente. Le Canada se réserve le droit d'accepter ou de refuser toutes les idées soumises ou quelques-unes d'entre elles.

2.8 Capacité financière

2.8.1 Exigences en matière de capacité financière : Le soumissionnaire doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin. Afin d'évaluer la capacité financière du soumissionnaire, l'autorité contractante pourra, dans un avis écrit à l'intention du soumissionnaire, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers dont il est question ci-dessous durant l'évaluation des soumissions. Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante les renseignements suivants dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'une demande de l'autorité contractante ou dans un délai précisé par l'autorité contractante dans l'avis.

- (a) Les états financiers vérifiés ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, les états financiers non vérifiés (préparés par la firme de comptabilité externe du soumissionnaire, s'il y a lieu, ou encore préparés à l'interne si aucun état financier n'a été préparé par un tiers) pour les trois derniers exercices financiers du soumissionnaire ou, si l'entreprise est en opérations depuis moins de trois ans, pour toute la période en question (incluant au minimum le bilan, l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats et les notes afférentes aux états financiers).
- (b) Si les états financiers mentionnés au paragraphe 1.a) datent de plus de cinq mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande l'information, le soumissionnaire doit également fournir, à moins que ce soit interdit par une loi dans le cas des sociétés ouvertes au public, les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice), datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- (c) Si le soumissionnaire n'exerce pas ses activités depuis au moins un exercice complet, il doit fournir les renseignements suivants :
 - (i) le bilan d'ouverture en date de début des activités (dans le cas d'une corporation, un bilan à la date de la constitution de la société);
 - (ii) les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice) datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- (d) Une attestation de la part du directeur financier ou d'un signataire autorisé du soumissionnaire stipulant que les renseignements financiers fournis sont exacts et complets.
- (e) Une lettre de confirmation émise par toutes les institutions financières ayant fourni du financement à court terme au soumissionnaire. Cette lettre doit faire état du montant total des marges de crédit accordées au soumissionnaire ainsi que du crédit toujours disponible, et non utilisé, un mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- (f) Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie portant sur toutes les activités du soumissionnaire (y compris le besoin) pour les deux premières années du besoin visé par

la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois, dans le cadre de toutes les activités du soumissionnaire. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.

- (g) Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie pour les deux premières années du besoin visé par la demande de soumissions, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois dans le cadre du besoin. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.

2.8.2 Si le soumissionnaire est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise.

2.8.3 Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, alors les renseignements financiers mentionnés aux paragraphes 1. a) à f) exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par la société mère elle-même. Toutefois, la fourniture des renseignements financiers de la société mère ne répond pas à elle seule à l'exigence selon laquelle le soumissionnaire doit fournir ses renseignements financiers, et la capacité financière de la société mère ne peut pas remplacer la capacité financière du soumissionnaire, à moins qu'un consentement de la société mère à signer une garantie de la société mère, rédigée par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), ne soit fourni avec les renseignements exigés.

2.8.4 Renseignements financiers déjà fournis à TPSGC: Le soumissionnaire n'est pas tenu de soumettre de nouveau des renseignements financiers demandés par l'autorité contractante qui sont déjà détenus en dossier à TPSGC par la Direction des services des politiques, de la vérification et de l'analyse des coûts du Secteur de la politique, du risque, de l'intégrité et de la gestion stratégique, à condition que dans le délai susmentionné :

- (a) le soumissionnaire indique par écrit à l'autorité contractante les renseignements précis qui sont en dossier et le besoin à l'égard duquel ces renseignements ont été fournis;
- (b) le soumissionnaire autorise l'utilisation de ces renseignements pour ce besoin. Il incombe au soumissionnaire de confirmer auprès de l'autorité contractante que ces renseignements sont encore détenus par TPSGC.

2.8.5 **Autres renseignements :** Le Canada se réserve le droit de demander au soumissionnaire de fournir tout autre renseignement requis par le Canada pour procéder à une évaluation complète de la capacité financière du soumissionnaire.

2.8.6 **Confidentialité :** Si le soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les renseignements exigés ci-dessus et l'informe de la confidentialité des renseignements divulgués, le Canada doit traiter ces renseignements de façon confidentielle, suivant les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R., 1985, ch. A-1, alinéas 20(1)b) et c) (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/A-1/>).

2.8.7 **Sécurité :** Pour déterminer si le soumissionnaire a la capacité financière requise pour répondre au besoin, le Canada pourra prendre en considération toute garantie que le soumissionnaire peut lui offrir, aux frais du soumissionnaire (par exemple, une lettre de crédit irrévocable provenant

d'une institution financière enregistrée et émise au nom du Canada, une garantie d'exécution provenant d'une tierce partie, ou toute autre forme de garantie exigée par le Canada).

2.8.8 Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre rédigée par un courtier d'assurances ou encore par une compagnie d'assurances autorisée à avoir des activités commerciales au Canada, dans laquelle il est confirmé que le soumissionnaire, si le contrat qui fait l'objet de la demande de soumissions lui est adjugé, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance énoncées à l'**Annexe E**.

Si ce document n'est pas fourni dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. À défaut de donner suite à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus, sa soumission sera jugée irrecevable.

3.0 Exigences obligatoires

Chaque soumission doit satisfaire à toutes les conditions obligatoires de la présente invitation à soumissionner, et dans toutes les présentations de soumissions, le soumissionnaire doit indiquer qu'il accepte, sans faire de contre-offre, toutes les modalités de la DP, la base de paiement ainsi que les plans et les spécifications à la clôture de la demande de soumissions. Les soumissions qui ne respectent pas ces exigences seront jugées irrecevables et elles ne seront pas prises en considération.

La présente énonce les exigences obligatoires (conformément aux sections 3.1, 3.2, 3.3). Afin d'accélérer la procédure d'évaluation des soumissions présentées, les « soumissionnaires » doivent joindre à leur soumission les exigences obligatoires après la clôture de la demande de soumissions.

3.1 Exigences obligatoires préalables à la clôture des soumissions (Si le soumissionnaire souhaite recevoir évaluation facultative pour les considérations liées aux possibilités pour les autochtones comme indiqué à la section 2.6 de l'annexe "I")

3.1.1 Les soumissionnaires doivent fournir certifications conformément à l'article 1 de l'**annexe H**.

3.2 Exigences obligatoires avant l'adjudication du contrat

Voici les renseignements obligatoires que les soumissionnaires doivent respecter avant l'adjudication du contrat, soit dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la date de la demande.

3.2.1 La page couverture signée de la DP avec votre soumission. En la signant, vous reconnaissez que vous acceptez les modalités de la DP, la base de paiement, les plans et les spécifications à la date de la clôture de la demande de soumissions sans contre-offre.

3.2.2 Une preuve de conformité aux exigences de la CAT et liées à la santé et à la sécurité, décrites dans la section 2.6 de la DP.

3.2.3 La lettre de votre assureur ou tout autre document confirmant que vous êtes en mesure de vous conformer aux conditions d'assurance énoncées décrites dans la section 2.8.8 de la DP.

3.2.4 La conformité au Code de conduite et attestations - Documentation connexe conformément à la section 2.1 de l'**annexe H**.

3.2.5 Les documents de la coentreprise conformément à la section 3.1 de l'**Annexe H**, ci-jointe.

3.2.6 Le nom du représentant de l'entrepreneur conformément à la section 3.2 de l'**Annexe H**, ci-jointe.

3.3 Exigences obligatoires à respecter après l'adjudication du contrat

Voici l'exigence obligatoire que les soumissionnaires doivent respecter après l'adjudication du contrat.

3.2.1 Présentation d'un certificat d'assurance conformément à l'**Annexe E** dans les 10 jours suivant l'adjudication du contrat.

4.0 Contenu des soumissions

4.1 Généralités

4.1.1 Les soumissions doivent être présentées dans le format demandé (soumission technique, soumission de gestion et d'organisation, considération relative aux débouchés pour les Autochtones et soumission financière). Chaque section doit être brève. Il ne faut pas donner de renseignements inutiles. C'est au soumissionnaire de demander au besoin des précisions sur les exigences contenues dans la présente, avant de présenter une soumission.

4.1.2 Les soumissions doivent être établies en fonction des spécifications énoncées à l'**Annexe C**, ci-jointe, et elles seront évaluées par rapport aux exigences obligatoires et cotées dans les critères d'évaluation ou la méthode de sélection de l'entrepreneur, qui figure à l'**Annexe I**, ci-jointe. Votre soumission doit se subdiviser en **quatre (4) parties** (voir ci-dessous). Nous vous conseillons de reprendre le même format et de joindre une réponse claire, concise et complète aux critères d'évaluation demandés.

4.2 Partie 1 : Soumission technique

Votre soumission technique doit traiter, sans nécessairement s'y limiter, des éléments suivants.

4.2.1 Compréhension du projet

Le soumissionnaire doit démontrer qu'il comprend l'étendue des travaux ainsi que la nature unique du projet par rapport aux contraintes du travail dans les régions éloignées du Nord, sans nécessairement s'y limiter.

4.2.2 Santé et sécurité

Décrire les risques et les dangers propres à chaque emplacement et fournir des détails sur la façon dont ils devraient être atténués et/ou gérés.

4.2.3 Matériel

4.2.3.1 Matériel et fournitures pour la remise en état des lieux

Présenter un inventaire détaillé du matériel proposé pour les travaux sur place, notamment son état ainsi que son âge ou le nombre d'heures d'utilisation. Donner des précisions sur la façon dont le matériel s'adaptera aux contraintes du chantier, décrire la redondance du matériel, son entretien sur le chantier, présenter un inventaire des pièces de rechange ainsi que les employés responsables de l'entretien et des réparations. Présenter un inventaire détaillé des fournitures nécessaires l'exécution des travaux pour la remise en état des lieux. Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.

4.2.4 Description des travaux

4.2.4.1 Installation et démontage

Décrire précisément la façon dont tout le matériel, tous les matériaux, toutes les fournitures et tout le personnel auxquels on propose de recourir sur le chantier seront transportés jusqu'à l'emplacement de chaque tâche et en seront ramenés. Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.

4.2.4.2 Développement des sources d'emprunt

Fournir des précisions sur les sources d'emprunt seront développés et les quantités estimatives de matériaux à utiliser. Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.

4.2.4.3 Installation de traitement du sol

Fournir des précisions sur la construction de l'installation de traitement du sol. Décrire la façon dont on procédera à l'excavation du sol contaminé par des hydrocarbures pétroliers et comment il sera transporté jusqu'au secteur de traitement indiqué. Fournir des précisions sur les mesures d'atténuation requises pour terminer la construction de l'installation de traitement du sol s'il y a un retard dans la livraison des matériaux de construction de l'installation de traitement du sol au chantier. Fournir des précisions sur les problèmes éventuels et les mesures d'atténuation de travailler avec un autre entrepreneur dans le domaine de l'espace de travail. Cerner les problèmes éventuels et les mesures d'atténuation.

4.2.4.4 Excavation et transport des sols contaminés

Décrire la façon dont on procédera à l'excavation des sols contaminés. Fournir des précisions sur les conteneurs qui serviront au transport des sols contaminés depuis la zone d'entraînement d'incendie jusqu'à l'installation de traitement et préciser dans quelle mesure ils seront conformes à toutes les lois et à tous les règlements sur l'environnement associés au transport des matières dangereuses. Décrire la façon dont on procédera au transport des sols contaminés jusqu'à l'installation de traitement, ce qui comprend l'entreposage provisoire, au besoin. Ajouter une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires.

4.2.4.5 Calendrier

Fournir un calendrier indiquant clairement si les activités de remise en état des lieux seront menées à bien simultanément ou séquentiellement. Établir un calendrier qui indique la durée de chacune des tâches principales. Établir le chemin critique des activités dans le calendrier et préciser la marge de manœuvre incluse dans la durée des activités indiquées, Le calendrier indique clairement la séquence des activités de travail. Fournir une garantie écrite à l'effet que le

calendrier proposé sera respecté et que le temps et les dépenses d'exécution connexes requises pour effectuer les travaux connus visés par le contrat sont aux frais de l'entrepreneur.

4.2.4.6 Proposition claire, concise et complète

Présenter une proposition claire, concise et complète bien structurée. Aborder tous les critères dans l'ordre indiqué dans la DDP de manière suffisamment détaillée pour faire la preuve d'une compréhension claire des exigences à satisfaire et des services à fournir.

4.3 Partie 2 : Soumission de gestion et d'organisation

La soumission de gestion et d'organisation doit traiter des éléments suivants, sans nécessairement s'y limiter.

4.3.1 Qualifications et expérience de l'entreprise, de la coentreprise ou du consortium

Décrire les qualifications de la société, de la coentreprise ou du consortium du soumissionnaire ainsi que les renseignements généraux permettant d'établir l'expérience par rapport à des activités d'envergure semblable dans des emplacements situés dans les régions du Nord.

4.3.2 Références des clients

Présenter des preuves d'au plus trois (3) projets semblables d'assainissement menés à bien par le soumissionnaire, auxquels ont participé notamment les principaux membres de l'équipe de projet proposée. Aux fins de la présente évaluation, le terme « projet semblable » désigne un projet réalisé dans un endroit situé dans les régions éloignées du Nord, consistant à réaliser des travaux semblables. Il faut définir clairement l'équipe de projet, le rôle de ses membres, les objectifs du projet, la portée des services, le budget, la date de fin et les produits à livrer.

Fournir des lettres de recommandation pour chacun des projets décrits, signée par le client du soumissionnaire et qui traitent des aspects suivants :

1. La mesure à laquelle le soumissionnaire a donné les services à temps.
2. La mesure à laquelle il a donné les services en respectant le budget prévu.
3. La mesure à laquelle il a atteint l'objectif du projet. Les points sont attribués aux soumissionnaires pour le degré de réalisation globale dans chacun des 3 sous-catégories, et ne sont pas accordés sur une base de projet par projet.

4.3.3 Qualifications des principaux intervenants

Remettre un curriculum vitae (deux pages au maximum) pour les postes ci-dessous. Le document doit présenter l'expérience acquise dans le cadre de projets semblables, l'expérience de travail dans des emplacements situés dans les régions éloignées du Nord ainsi que l'expérience du rôle proposé dans le cadre du projet.

A. Gestionnaire de projet et remplaçant : Démontrer de l'expérience en matière de gestion de projets de remise en état des lieux d'envergure et de portée similaires à celles du projet proposé. Expérience, entre autres, du contrôle des finances et des horaires, et de la liaison avec le client.

B. Surveillant de chantier et surveillants des autres quarts : Démontrer de l'expérience en matière de gestion du personnel en milieu isolé. Expérience, entre autres, de surveillant de chantier dans des projets de remise en état des lieux, d'envergure semblable à celle du projet proposé.

C. Coordonnateurs de la santé et de la sécurité sur le chantier et à l'extérieur : Démontrer de l'expérience en matière de travail dans des emplacements situés dans les régions éloignées dans le cadre de projets de remise en état des lieux d'envergure semblable à celle du projet proposé. Préciser l'expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes sur la santé et la sécurité adaptés aux différents emplacements à assainir.

D. Spécialiste des déchets non dangereux et dangereux : Démontrer de l'expérience sur le terrain de projets de remise en état des lieux dans le cadre de projets de portée similaire à celle du projet proposé. Expérience de la reconnaissance, de l'échantillonnage, de la caractérisation, de la conteneurisation et du transport des matières dangereuses et non dangereuses, ainsi que de leur élimination.

REMARQUE

1. Les remplaçants sont des employés affectés au projet dans les cas où les employés désignés sont absents pour cause de maladie, où ils ont changé d'emploi, etc.
2. Les employés pour les changements de quart sont ceux qui remplaceront régulièrement les employés désignés au changement de quarts pendant les travaux sur le chantier.

4.3.4 Recrutement et plan d'urgence

Démontrer qu'on est effectivement en mesure de recruter le personnel nécessaire pour le projet ainsi que les plans d'urgence couvrant les principaux membres de l'équipe.

4.3.5 Organigramme

Présenter un organigramme détaillé de l'équipe du projet, sur lequel se trouve Transport Canada, TPSGC, le représentant du Ministère, le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants. Indiquer toutes les ressources, y compris le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants. Indiquer la personne responsable de l'ensemble du projet ainsi que des dispositions concernant le contrôle des coûts et de la conformité aux spécifications. Indiquer clairement les rapports hiérarchiques pour toutes les parties.

4.4 Partie 3 - Considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement - Si le soumissionnaire souhaite recevoir évaluation facultative pour les considérations liées aux possibilités pour les autochtones comme indiqué à la section 2.6 de l'annexe "I"

Cette exigence est assujettie aux exigences de l'Entente sur les revendications territoriales globales (ERTG) pour le Nunavut. Les soumissionnaires sont encouragés à maximiser la participation de groupes inuits locaux de la région du contrat lié au projet. L'article 24 de l'ERTG pour les Inuits du Nunavut s'applique.

Votre considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement doit inclure au moins un des éléments suivants :

-
- 4.4.1** Fournir la documentation confirmant l'emplacement d'un bureau du soumissionnaire dans la région du Nunavut.
- 4.4.2** Fournir la documentation confirmant la garantie de l'entreprise du soumissionnaire d'utiliser le contenu des employés Inuits de la région du contrat lié au projet dans la réalisation des travaux.
- 4.4.3** Fournir la documentation confirmant la garantie de l'entreprise du soumissionnaire d'utiliser inuits sous-traitants pour des services ou l'achat de fournitures et de l'équipement des entreprises inuites de la région du contrat lié au projet.

REMARQUE :

1. Si le principal entrepreneur est une entreprise inuite de la zone du contrat associé à ce projet, le montant total des contrats adjugés à des Inuits comprend également la part du contrat que détient cet entrepreneur, c'est-à-dire le montant total du contrat moins le montant de tous les contrats en sous-traitance accordés à des personnes autres que des Inuits pour la période visée.

4.5 Partie 4 : Soumission financière

4.5.1 Votre soumission

Le prix que vous proposez conformément à l'Annexe F doit être envoyé dans une enveloppe distincte, portant clairement la mention « Soumission financière ». Aucune allusion à des considérations financières ne doit être faite dans votre résumé global ni dans les sections concernant les aspects techniques, la gestion et les Inuit de votre soumission. Vous devez ventiler le prix total proposé et le présenter conformément à la base de paiement proposée à l'Annexe F, ci-jointe.

4.5.2 Prix

Tous les prix doivent être en fonds canadiens, destination FAB l'aire d'entraînement à la lutte contre les incendies à l'aéroport de Cambridge Bay, Cambridge Bay (Nunavut). Il est entendu que tous les éléments décrits dans la soumission sont inclus dans le prix unitaire ferme proposé ou les prix regroupés ou encore les majorations appropriées en pourcentage.

4.5.3 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

4.5.4 Droits de douane

Il revient aux soumissionnaires de confirmer les éléments de la soumission financière qui seront assujettis à des droits de douane. Ces montants doivent être inclus et indiqués dans l'estimation des coûts, le cas échéant. Indiquer s'il y a des droits de douane, si les droits de douane ne s'appliquent pas, etc.

5.0 Critères d'évaluation ou méthode de sélection

5.1 Évaluation

Les soumissions sont évaluées à partir des renseignements que nous vous avons demandés de fournir, conformément aux exigences obligatoires et aux exigences cotées décrites à l'**Annexe I**.

5.2 Sélection de l'entrepreneur

L'entrepreneur sera sélectionné de la façon indiquée à l'**Annexe I**, ci-jointe.

Section 2 : Contrat subséquent**Table des matières****ASSAINISSEMENT DE L'AIRE D'ENTRAÎNEMENT À LA LUTTE CONTRE LES INCENDIES À
L'ÉAEROPORT DE CAMBRIDGE BAY, CAMBRIDGE BAY (NUNAVUT)
NUMÉRO DE PROJET DE TPSGC : R.056019.005****1.0 Instructions et conditions**

- 1.1 Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat
- 1.2 Modalités et conditions du contrat
- 1.3 Principes des coûts contractuels

2.0 Exigence

- 2.1 Résumé
- R1 Spécifications
- R2 Période du contrat
- R3 Priorité des documents
- R4 Représentant du Ministère
- R5 Autorité contractante
- R6 Santé et sécurité
- R7 Conditions supplémentaires
- R8 Conditions générales
- R9 Modalités de paiement

Annexes

- A. Conditions supplémentaires
- B. Conditions générales
- C. Spécifications
- D. Santé et sécurité
- E. Assurance et certificat d'assurance de l'assureur
- F. Base de paiement
- G. Modalités de paiement
- H. Attestations et documents requis

1.0 Instructions et conditions

1.1 Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

1.1.1 Toutes les clauses et les conditions de la demande de soumissions sont identifiées par un numéro, une date et un titre dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*, produit par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada).

1.1.2 Ce guide se trouve sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante :
<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>.

1.2 Modalités du contrat

1.2.1 Conformément à la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, L.C. 1996, ch.16, les conditions et les clauses déterminées au moyen d'un titre, d'un numéro et d'une date et celles indiquées dans la partie B du document *2003 (2013-06-01) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels* sont incluses dans le document par référence et font partie intégrante du contrat, comme s'il en était stipulé ainsi dans la présente, et sont assujetties à toute autre modalité énoncée dans la présente.

1.3 Principes des coûts contractuels (1031-2, 2012-07-16)

2.0 Exigence

2.1 Résumé

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux spécifications qui figurent à l'**Annexe C** ainsi que dans les sections « Soumission technique » et « Soumission de gestion et d'organisation » dans la soumission présentée par l'entrepreneur, intitulée (à déterminer), en date de (à déterminer).

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), de la part de Transports Canada, ont une exigence pour les activités de remédiation au Feu d'Aéroport de Baie de Cambridge Entraînant la Région (FTA) trouvé sur Victoria Island, Nunavut. Le travail inclut, mais n'est pas limité à la mobilisation et à la démobilisation de tout l'équipement nécessaire et du matériel, pour l'excavation de sol contaminé, la construction d'une unité de traitement landfarm (LTU) au site et au transport de sol impacté au LTU.

R1 Spécifications

1.1 L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans les spécifications ci-jointes, qui figurent à l'**Annexe C** et conformément aux sections couvrant les aspects techniques et la gestion de sa soumission, faisant partie intégrante du présent contrat.

R2 Période du contrat

2.1 La période du contrat s'étend du (date à déterminer) au 31 décembre, 2013. Les travaux doivent être réalisés entre (date approximative) le août 2013 et l'automne 2013, et tous les produits à livrer devront être prêts au plus tard le 31 décembre, 2013.

R3 **Priorité des documents** - Conditions supplémentaires, **Annexe A**, ci-jointe, doit s'appliquer au contrat.

R4 **Représentant du Ministère**

4.1 Voici le représentant du Ministère pour le contrat.

Nom :

Titre :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

4.2 Le représentant du Ministère s'occupe de toutes les questions concernant les aspects techniques des travaux soumis à cette exigence. Si des changements sont proposés dans l'envergure des travaux, il faut en discuter avec le représentant du Ministère, mais les changements convenus ne peuvent être confirmés que par une modification du contrat apportée par l'autorité contractante.

R5 **Autorité contractante**

5.1 Voici l'autorité contractante pour ce marché.

Brent Peters

Spécialiste de l'approvisionnement

Approvisionnements, Région de l'Ouest

Programme des sites contaminés du Nord

Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada

10025, avenue Jasper, 5^e étage

Edmonton (Alberta) T5J 1S6

Téléphone : 780-497-3668

Télécopieur : 780-497-3510

Courriel : brent.peters@tpsgc-pwgsc.gc.ca

5.2 L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et tous les changements au contrat doivent être autorisés, par écrit, par cette autorité contractante. Le titulaire du contrat ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat, ou des travaux qui n'y sont pas prévus, en se fondant sur des demandes ou des instructions verbales ou écrites de personnes autres que l'autorité contractante.

R6 **Santé et sécurité**

6.1 Les dispositions relatives à la santé et à la sécurité, figurant à **l'Annexe D** ci-jointe, s'appliquent au contrat.

R7 **Conditions supplémentaires**

7.1 Les conditions supplémentaires, figurant à **l'Annexe A** ci-jointe, s'appliquent au contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

TC

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-3-36041

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

R8 Conditions générales

8.1 Les conditions générales, figurant à **l'Annexe B** jointe à titre de référence seulement, s'appliquent au contrat.

R9 Modalités de paiement

9.1 Les modalités de paiement, figurant à **l'Annexe G** ci-jointe, s'appliquent au contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

TC

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-3-36041

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe A

Conditions supplémentaires

Conditions supplémentaires

Modifications aux documents du contrat

- CS01** SUPPRIMER l'alinéa 1) de la section 1.2.2 des conditions générales, « Ordre de priorité » et le remplacer par ce qui suit.

En cas de divergence ou de contradiction dans les documents suivants, leur prépondérance est établie selon l'ordre ci-après :

- (a) Page couverture et présents articles de l'entente,
- (b) Conditions supplémentaires, **Annexe A**,
- (b) Conditions générales, **Annexe B**,
- (c) Spécifications, **Annexe C**,
- (d) Sa santé et sécurité, **Annexe D**,
- (e) Assurance et certificat d'assurance de l'assureur, **Annexe E**,
- (f) Base de paiement, **Annexe F**,
- (g) Modalités de paiement, **Annexe G**,
- (h) Attestations et documents requis, **Annexe H**,
- (i) Soumissions technique et de gestion et d'organisation et considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement de la soumission de l'entrepreneur datées _____.

- CS02** CG1.8 (2013-04-25) Lois, permis et taxes SUPPRIMER – pas utilisée avec cette exigence.

- CS03** CG2.6 Surveillant (2012-07-16) SUPPRIMER et remplacer par ce qui suit.

CG2. 6 Gestionnaire, surveillant ou superviseur de l'entrepreneur

- 1) L'entrepreneur doit, dès que le contrat est adjugé, désigner un gestionnaire ainsi qu'un surveillant ou un superviseur.
- 2) Il doit mettre sur-le-champ le représentant du Ministère au courant des noms des personnes désignées, de leur adresse et de leur numéro de téléphone conformément à la clause CG2.6.
- 3) Le gestionnaire ou, en son absence, le surveillant ou le superviseur désigné conformément à la clause CG2.6 doit prendre en charge complètement les activités de l'entrepreneur dans les travaux et il doit être autorisé à accepter les avis, les consentements, les décrets, les orientations, les décisions ou autres communications au nom de l'entrepreneur.
- 4) L'entrepreneur doit, tant que les travaux n'ont pas pris fin, laisser un gestionnaire ou encore un surveillant ou un superviseur compétent sur le chantier pendant les heures de travail.
- 5) L'entrepreneur ne doit pas remplacer un gestionnaire ou encore un surveillant ou un superviseur sans le consentement écrit du représentant du Ministère.

- CS04** Dans le cadre de ce besoin, seules les CG5.8 de la clause CG5 « Modalités de paiement » R2850D (2010-01-11), seront utilisées. Exception faite des CG5.8 et CG5, les « Modalités de paiement » seront remplacées par celles présentées à l'**ANNEXE G**.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TC

NCS-3-36041

- CS05** CG6.4 « Calcul du prix » (2013-04-25) - pas utilisée avec cette exigence.
- CS06** CG9 « Sécurité du contrat » R2890D (2012-07-16) - pas utilisée avec cette exigence.
- CS07** CG10 « Assurance » R2900D (2008-05-12) - pas utilisée avec cette exigence.
« Modalités de l'assurance » R2910D (2008-12-12) - pas utilisée avec cette exigence.
- CS08** Se reporter aux modalités de l'assurance définies à l'**Annexe E**.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

TC

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-3-36041

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe B

Conditions générales

Conditions générales

Remarque : Des changements ont été apportés aux conditions générales. Pour connaître les modifications apportées aux documents contractuels, veuillez vous reporter à l'**Annexe A** (CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES).

CG1	Dispositions générales	R2810D (2013-04-25)
CG2	Administration du contrat	R2820D (2012-07-16)
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D (2010-01-11)
CG4	Mesures de protection	R2840D (2008-05-12)
CG5.8	Réclamations et obligations	R2850D (2010-01-11)
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D (2013-04-25)
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D (2008-05-12)
CG8	Règlement des différends	R2882D (2008-12-12)
	Justes salaires et heures de travail - conditions de travail	R2940D (2012-07-16)

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TC

NCS-3-36041

Annexe C

SPÉCIFICATIONS (Jointes en version électronique)

Annexe D

Santé et sécurité

1. Entrepreneur principal
2. Permis, avis
3. Plan de sécurité propre au site
4. Procédures d'avis préalable
5. Information sur les propriétaires
6. Activités réglementées pour le traitement des déchets dangereux
7. Distribution
8. Personnes-ressources de l'organisme responsable des normes de travail

Santé et sécurité

1. Entrepreneur principal

- 1.1** Pour les besoins de la loi sur la sécurité des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut, voici ce que l'entrepreneur doit faire pendant toute la durée du contrat de travail :
- 1.1.1** agir comme employeur où il n'y a qu'un employeur sur les lieux du travail, en conformité avec ce que veut l'autorité compétente;
- 1.1.2** assumer le rôle d'entrepreneur, d'entrepreneur principal ou de constructeur, là où deux employeurs ou plus sont chargés des travaux en même temps et au même endroit sur le chantier, en accord avec l'autorité compétente;
- 1.1.3** accepter, dans les cas où deux entrepreneurs ou plus travaillent en même temps et au même endroit sur le chantier, sans imposer de restrictions aux conditions générales, l'ordre du représentant du Ministère de faire ce qui suit :
- 1.1.3.1** s'acquitter, en tant qu'entrepreneur, entrepreneur principal ou constructeur, de la responsabilité des autres entrepreneurs du représentant du Ministère;
- 1.1.3.2** reconnaître que l'autre entrepreneur du représentant du Ministère est l'entrepreneur, l'entrepreneur principal ou le constructeur et se conformer au Plan lié à la santé et à la sécurité adapté à l'emplacement de l'entrepreneur.

2. Permis et avis

- 2.1** Remettre les documents suivants au représentant du Ministère :
- 2.1.1** avant les réunions préalables aux travaux de construction, la transmission et une copie du formulaire de préavis de projet, dans le présent document, envoyé à l'autorité compétente;
- 2.1.2** avant le début des travaux, des copies de tous les permis, les avis et les documents connexes nécessaires, exigés dans les spécifications et par l'autorité compétente.

3. Plan de sécurité propre au site

- 3.1** L'entrepreneur doit remettre aux représentants du Ministère, avant le début des travaux et sans limiter les modalités des conditions générales CG1, un plan lié à la sécurité adapté à l'emplacement, décrivant les programmes liés à la sécurité se rapportant aux travaux généraux ainsi qu'aux activités dangereuses réglementées. Le plan doit se conformer aux spécifications du contrat prescrites par la loi sur la sécurité du Nunavut aux endroits indiqués. En cas de conflit entre les deux, c'est la loi sur la sécurité du Nunavut qui prime. Ce plan doit décrire, sans nécessairement s'y limiter, les programmes couvrant les aspects de la sécurité dans les mines.

Se reporter à l'annexe «C», Spécifications, Section 01 35 29.06.

4. Préavis de projet

À l'intention de l'organisation responsable de la main-d'œuvre de la province ou du territoire

Le présent préavis vise à vous informer du fait que nous, l'entrepreneur coté, entreprendrons un projet fédéral dans votre territoire, pour lequel nous avons été désignés entrepreneur principal, entrepreneur général ou constructeur, et du fait que nous serons chargés de coordonner l'ensemble de la sécurité sur le chantier.

Nous organiserons une réunion de démarrage de la phase 1 à _____(endroit) le _____(date) à _____(heure). Nous invitons un représentant de la province ou du territoire à y prendre part. Le plan de sécurité propre au site sera examiné durant cette réunion. Si vous désirez participer à la réunion, veuillez communiquer avec la personne précisée ci-dessous.

Date : _____ Numéro de dossier : _____

Montant du contrat : _____ Numéro de ce projet _____
Raison sociale ou nom de l'entreprise de l'entrepreneur principal (Alberta) (Colombie-Britannique); employeur/entrepreneur (Saskatchewan); employeurs/entrepreneur principal (Manitoba) (Québec) (Terre-Neuve-et-Labrador) (T.N.-O. et Nunavut); employeur/constructeur (Ontario) (Nouvelle-Écosse) (Nouveau-Brunswick) (Île-du-Prince-Édouard) (Yukon)

Adresse postale : _____

Numéro de téléphone : _____ Numéro de télécopieur : _____

Nom de l'entrepreneur : _____

Détails du projet

Emplacement du projet : _____

Nature des travaux ou de la procédure amorcés : _____

Nom du surveillant de chantier : _____

Numéro pour joindre le surveillant : _____

Date de début approximatif du projet : _____

Durée approximative du projet : _____

Nombre de travailleurs à employer : _____

Liste des sous-traitants à employer (utiliser plus d'espace au besoin)

Nom de l'entreprise

Adresse ou emplacement de l'entreprise

5. Renseignements sur le responsableResponsable du projet : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Représentant du responsable : _____

Numéro à composer pour joindre le représentant du responsable : _____

6. Activités dangereuses réglementées

Le présent avis vise à informer le responsable de la province ou du territoire que des activités dangereuses réglementées seront entreprises durant le projet par l'entrepreneur principal, le constructeur ou un de ses sous-traitants. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive et elle pourrait être modifiée de temps en temps.

Remarque à l'intention de l'entrepreneur principal ou constructeur :

Les activités dangereuses réglementées qui sont énumérées ci-dessous peuvent comporter des éléments compris dans le plan de sécurité propre au site et pour lesquels des procédures de sécurité ont déjà été établies.

Cocher les activités qui seront entreprises et fournir une estimation de la durée de l'activité en heures/jours.

Cocher	Activité	Durée prévue
	Travaux de creusage ou d'excavation ou dans les tunnels	
	Usage d'un échafaudage fixe/échafaudage volant	
	Travaux en hauteur nécessitant une protection antichute	
	Utilisation d'une grue	
	Travailler en espaces clos	
	Dynamitage/utilisation d'explosifs	
	Utilisation de systèmes électriques de haute tension ou exposition à ces systèmes	
	Travail à haute température	
	Démolition	
	Utilisation d'équipement lourd qui peut exiger un contrôle de la circulation	
	Travaux sur l'eau ou au bord de l'eau	
	Travailler avec des substances dangereuses ou des produits réglementés	
	Travailler avec des dispositifs à radiations	
	Travaux impliquant une exposition à l'amiante, aux PCB et au plomb	

Inscrire toute autre activité dangereuse réglementée ne figurant pas dans la liste ci-dessus.

7. Distribution

L'entrepreneur principal ou le constructeur est tenu de distribuer ce formulaire et de fournir la preuve de cette distribution au responsable de la main-d'œuvre. Les activités du projet ne peuvent pas commencer tant qu'une preuve de l'envoi n'a pas été fournie. La preuve peut être acheminée par courrier recommandé ou en fournissant la copie d'un avis d'envoi par télécopieur, ou par tout autre moyen prouvant que le responsable de la main-d'œuvre a reçu le document :

Original : Envoyer à l'autorité provinciale ou territoriale responsable des normes du travail
Copies : au chargé de projet de TPSGC

Il faut afficher un exemplaire du présent formulaire sur le lieu du travail avant le commencement des travaux.

Remarque : Prière de ne pas inclure de formulaire sur lequel figurent les renseignements personnels d'un tiers, notamment le nom des employés de l'entrepreneur ou tout renseignement concernant une demande.

8. Personnes-ressources de l'organisation responsable de la main-d'œuvre

La personne citée ci-dessous est la responsable de la main-d'œuvre dans les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut. Cette personne ne représente pas la Commission des accidents du travail. La Commission des accidents du travail des Territoires du Nord-Ouest est une entité distincte de celle du Nunavut.

Veuillez ne pas communiquer avec la personne ci-dessous pour des questions concernant la Commission des accidents du travail ou encore pour les autorisations données par cet organisme. Il faut adresser ce genre de demandes à la Commission des accidents du travail, et lorsque cette dernière est composée de deux entités (main-d'œuvre et indemnisation), il faut s'adresser au responsable de l'indemnisation ou des services de l'employeur.

Commission des accidents du travail
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut
Services de prévention
Case postale 8888
Yellowknife (NT) X1A 2R3
À l'attention de : Agent de sécurité industrielle
Téléphone : 867-669-4418
Télécopieur : 867-873-0262

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

TC

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-3-36041

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE E

Conditions d'assurance et certificat d'assurance de l'assureur

1. Conditions d'assurance

1.1 Paiement de la franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

1.2 Déclaration et attestation

L'entrepreneur déclare qu'il détient une assurance responsabilité civile appropriée, conformément aux présentes conditions d'assurance, et qu'il a vérifié qu'il peut obtenir, en temps voulu et avant le début des travaux, la protection d'assurance sur les biens appropriée, exigée par les présentes conditions d'assurance, et il confirme que ce sera possible et, de plus, qu'il pourra conserver toutes les polices d'assurance requises par les présentes conditions d'assurance.

1.3 Période couverte par l'assurance

À moins d'avis contraire par écrit de l'agent de négociation des marchés ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes conditions d'assurance, les polices exigées dans les présentes doivent être en règle à partir de la date à laquelle le contrat sera adjudgé et demeurer en vigueur jusqu'au jour de délivrance du certificat d'achèvement par le représentant du Ministère.

1.4 Exigences en matière d'assurance (*G1001C 2008-015-12*)

1.4.1 L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à **l'Annexe E**. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

1.4.2 L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

1.4.3 L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

1.5 Certificat d'assurance

1.5.1 Le certificat d'assurance est joint à la présente conformément à la section 1.9.

1.5.2 Le certificat d'assurance doit être envoyé conformément à la section **1.4.3**.

1.6 Assurance responsabilité aérienne (*G2030C 2008-05-12*)

-
- 1.6.1 L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une police d'assurance de responsabilité aérienne pour les blessures corporelles (y compris les blessures subies par les passagers) et les dommages matériels d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- 1.6.2. La police d'assurance aérienne doit comprendre les éléments suivants:
- a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - c) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - d) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - e) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnelss.
 - f) Assurance des passagers aériens incluant les paiements médicaux : Si des sous-limites s'appliquent à la police de l'entrepreneur conformément à des ententes de transport internationales ou autrement, en aucun cas le montant de la protection ne doit être inférieur à 300 000 \$ par personne. La limite par accident ne doit pas être inférieure à 300 000 \$ multiplié par le nombre de passagers.
 - g) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - h) Responsabilité de l'employeur (ou la confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme similaire).
 - i) Produits et activités terminées : Couverture des responsabilités découlant de la vente de produits avioniques, y compris les services, les activités d'assemblage et de réparation en liaison avec les travaux exécutés par l'entrepreneur ou en son nom.
 - j) Formule étendue d'assurance responsabilité civile des locataires de l'aéroport : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard de ses responsabilités découlant de l'occupation d'installations aéroportuaires louées.
 - k) Avenant relatif aux aéronefs n'appartenant pas à l'assuré : Pour protéger l'entrepreneur contre les responsabilités découlant de l'utilisation d'aéronefs appartenant à d'autres parties, y compris le Canada.

- 1) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur, Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal/avocate générale principale
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, tour Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

1.7 Assurance responsabilité civile automobile (G2020C, 2008-05-12)

1.7.1 L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2000000\$ par accident ou par incident.

1.7.2 La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2000000\$ par accident ou par incident;

- a) Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
- b) Garantie non-assurance des tiers;
- c) Avis d'annulation: L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

d) FMPO/SEF/FAQ n° 4a - Avenant relatif au transport d'explosifs.

1.8 Assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement (G2040C 2008-05-12)

1.8.1 L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance responsabilité légale en matière de pollution - chantier et une assurance responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1000000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

1.8.2 S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

1.8.3 La police d'assurance responsabilité légale en matière de pollution - chantier et responsabilité civile relative aux réservoirs de stockage policy doit comprendre les éléments suivants:

- a) Assuré additionnel: Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit: Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
- b) Avis d'annulation: L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la policee.
- c) Séparation des assurés: La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- d) Responsabilité contractuelle générale: La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- e) Transport incident: La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.
- f) Droits de poursuite: Conformément à l'alinéa5 d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042

Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal/avocate générale principale
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, tour Est
Ottawa, Ontario, K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TC

NCS-3-36041

1.9 Certificat d'assurance de l'assuré

(À remplir par l'assureur (et non le courtier) et à transmettre à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada conformément à la section 1.4.3.)

MARCHÉ**Description des travaux****N° de marché****Date d'attribution****Endroit****ASSUREUR**

Nom _____

Adresse _____

COURTIER

Nom _____

Adresse _____

ASSURÉ

Nom de l'entrepreneur _____

Adresse _____

ASSURÉ SUPPLÉMENTAIRE

Le Canada représenté par le ministère de Travaux
publics et des services gouvernementaux
TPSCG Région de l'Ouest
10025, avenue Jasper, 5^e étage
Edmonton (Alberta) T5J 1S6

Le présent document atteste que les contrats d'assurance suivants sont actuellement en vigueur et couvrent toutes les activités de l'assuré en relation avec le marché conclu entre l'assuré désigné et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

POLICE**Genre****Numéro****Date de
Prise d'effet****Date
d'expiration****Montant de la
garantie****Franchise**

Assurance commerciale de responsabilité civile (inclut une autre exigence assurée) :

Assurance responsabilité civile automobile (exclut une autre exigence assurée) :

Assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement (inclut une autre exigence assurée) :

Autre (au besoin) :

Chacune des présentes polices renferment les garanties et dispositions spécifiées aux Conditions d'assurances, et chaque police a été modifiée pour couvrir le Canada en tant qu'assuré (à l'exclusion de l'assurance responsabilité civile automobile). L'assureur convient de donner un préavis de 30 jours à Sa Majesté et à l'assuré désigné en cas de modification ou d'annulation d'une garantie d'assurance ou d'un contrat d'assurance.

Nom de l'agent de l'assureur
ou de l'employé autorisé

Numéro de téléphone

Signature

Date

LA DÉLIVRANCE DE LA PRÉSENTE ATTESTATION NE DOIT PAS LIMITER OU RESTREINDRE LE DROIT DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA DE DEMANDER EN TOUT TEMPS DES COPIES CERTIFIÉES CONFORMES EN DOUBLE DES CONTRATS D'ASSURANCE.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TC

NCS-3-36041

Annexe F

Base de paiement proposée (servira à calculer le paiement)

- 1) Sections 1 - Base de paiement**
- 2) Sections 1a - BDCP-1 Ventilation des coûts pour la base de paiement**

Base de paiement proposée : Travaux connus (servira à calculer le paiement)**Section 1 : Prix unitaire ferme ou forfaitaire (selon les quantités estimées)
Assainissement de l'aire d'entraînement à la lutte contre les incendies à l'aéroport de
Cambridge Bay, Cambridge Bay (Nunavut)
pour la période du contrat**

Le soumissionnaire doit inscrire le prix de chacun des éléments dans les tableaux ci-dessous. Si un élément est gratuit, il inscrit zéro. S'il laisse un élément en blanc, on supposera que cet élément sera gratuit et toutes les modifications de prix seront calculées en conséquence, et le cas échéant, le soumissionnaire sera tenu de respecter le prix total établi. Dans les cas d'omissions graves et à la discrétion de l'autorité contractante, le soumissionnaire peut se voir offrir la possibilité de retirer sa soumission du concours.

1.0 PRIX UNITAIRE FERME OU FORFAITAIRE : DURÉE DU CONTRAT

- 1.1** Le paiement versé à l'entrepreneur sera fixé à partir d'un prix unitaire ferme ou forfaitaire, profits inclus, pour les éléments visés dans les présentes, FAB l'aire d'entraînement à la lutte contre les incendies à l'aéroport de Cambridge Bay, Cambridge Bay (Nunavut), droit de douane inclus le cas échéant, taxe sur les produits et services (TPS) en sus, le cas échéant, pendant la durée du contrat.
- 1.2** Si la quantité finale de l'élément auquel un prix unitaire est attribué dépasse la quantité approximative de l'appel d'offres de plus de 15 %, l'une ou l'autre partie au contrat peut demander par écrit à l'autre partie de négocier un prix unitaire modifié qui s'appliquera au supplément qui dépasse de 115 % la quantité approximative de l'appel d'offres, et pour obtenir rapidement l'approbation de prix unitaire modifié, voici ce que l'entrepreneur doit fournir sur demande au Canada :
- 1.2.1** les dossiers détaillés établissant les dépenses que l'entrepreneur doit effectivement engager pour fournir la quantité prévue dans l'appel d'offres moyennant le prix unitaire jusqu'au moment où la négociation a été demandée;
- 1.2.2** les frais de main-d'œuvre approximatifs à l'unité, l'établissement et les matériaux requis pour la partie de l'élément qui dépasse de 115 % la quantité prévue dans l'appel d'offres.
- 1.3** S'il ressort que la quantité finale produite en fonction des frais de main-d'œuvre et avec l'établissement et les matériaux requis à un prix inférieur au prix unitaire ne dépasse pas 85 % de la quantité approximative de l'appel d'offres, l'une ou l'autre des parties au contrat peut demander par écrit à l'autre partie de négocier un changement au prix unitaire de l'élément dans les cas suivants :
- 1.3.1** il existe une différence démontrable entre les dépenses à l'unité que l'entrepreneur doit engager pour fournir la quantité approximative de l'appel d'offres et les dépenses à l'unité qu'il doit engager pour fournir la quantité finale;
- 1.3.2** la différence dans le coût unitaire est attribuable uniquement à la diminution de la quantité, et à rien d'autre;
- 1.3.3** c'est à la partie qui demande la négociation, d'établir le changement proposé, de le justifier et de quantifier;

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TC

NCS-3-36041

- 1.3.4** en aucun cas, le prix total d'un élément qui a été modifié à la suite d'une réduction de la quantité ne doit dépasser le montant qui aurait été payé à l'entrepreneur, si 85 % de la quantité prévue dans l'appel d'offres avaient été effectivement fournis.

Section 1 : Prix unitaire ferme ou forfaitaire

Base de paiement proposée - Travaux connus (servira à calculer le paiement)
Assainissement de l'aire d'entraînement à la lutte contre les incendies à l'aéroport de
Cambridge Bay, Cambridge Bay (Nunavut)
pour la période du contrat

Article / Section	Description	Unité	Quantité (est.)	Prix unitaire	TOTAL
01 11 21	Balance du coût du projet	Montant forfaitaire	1		\$
01 31 19-1	Visite du site avant l'installation de chantier	Montant forfaitaire	1		\$
01 31 19-2	Réunions sur le projet	Montant forfaitaire	1		\$
01 31 19-3	Gestion du projet	Montant forfaitaire	1		\$
01 33 00-1	Photographies du projet	Montant forfaitaire	1		\$
01 33 00-2	Descriptif du projet	Montant forfaitaire	1		\$
01 35 13.43	Déshydratation	Montant forfaitaire	1		\$
01 35 29.06	Plan de santé et de sécurité propre au site	Montant forfaitaire	1		\$
01 35 43	Procédures environnementales	Montant forfaitaire	1		\$
01 52 00-1	Approvisionner et exploiter les installations temporaires	Montant forfaitaire	1		\$
01 52 00-2	Hébergement et repas temporaires	Montant forfaitaire	1		\$
01 53 00-1	Installation	Montant forfaitaire	1		\$
01 53 00-2	Démontage	Montant forfaitaire	1		\$
01 56 00	Approvisionnement en accaparement ou en clôtures et panneaux de signalisation temporaires	Montant forfaitaire	1		\$
01 71 00	Arpentage (l'ensemble de l'arpentage des aires ayant fait l'objet d'excavations, l'ITS et puits de surveillance)	Montant forfaitaire	1		\$
01 77 00	Inspection post démontage	Montant forfaitaire	1		\$

Article / Section	Description	Unité	Quantité (est.)	Prix unitaire	TOTAL
02 51 00-1	Installer quatre (4) puits de surveillance de l'eau souterraine au l'ITS. Approvisionnement et installation.	Les puits	4	\$	\$
02 51 00-2	Installer quatre (4) puits de surveillance de l'eau souterraine au zone d'excavation de la zone d'entraînement de feu. Approvisionnement et installation.	Les puits	4	\$	\$
02 55 13-1	Fournir du personnel qualifié en localisation de services publics et repérer tous les services publics souterrains (y compris le recouvrement, le déplacement, le branchement et le débranchement).	Montant forfaitaire	1		\$
02 55 13-2	La construction de l'ITS y compris la construction, excavation, talus, et le classement	m ²	16 900	\$	\$
02 55 13-3	Fourniture de matériau granulaire propre pour l'ITS (démarcation de la cellule de la zone d'entraînement de feu)	m ³	4 251	\$	\$
02 55 13-4	Excavation, chargement, transport et placement du sol contaminé de la zone d'entraînement de feu à l'ITS.	m ³	7 620	\$	\$
02 55 13-5	Remblayage de l'excavation de la zone d'entraînement de feu avec de l'apport de terre propre disponible localement.	m ³	7 620	\$	\$
31 32 19.02	installation de la géomembrane pour l'LTU situé dans la zone d'entraînement de feu	Montant forfaitaire	1		\$
Prix estimatif total (TPS en sus)					\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

TC

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-3-36041

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Base de paiement proposée - Résumé des prix approximatifs

Prix approximatif (total) - BDP – Section 1 (TPS en sus) _____ \$

TPS en sus @ 5% _____ \$

Prix approximatif (total) - (TPS incluse) _____ \$

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

TC

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-3-36041

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe G

Modalités de paiement

Modalités de paiement

MP1 Base de paiement

- 1.1 L'entrepreneur se fera rembourser les dépenses engagées de façon raisonnable selon le prix unitaire ferme ou forfaitaire établi, en contrepartie de l'exécution des travaux, conformément à l'**Annexe F**, ci-jointe, faisant partie du présent contrat.

MP2 Limites des dépenses

- 2.1 La responsabilité du Canada prévue dans le contrat ne doit pas dépasser ___(à confirmer)___ \$, taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée en sus, le cas échéant.
- 2.2 Aucune augmentation de la totalité des engagements du Canada envers l'entrepreneur ni du prix fixé pour les travaux résultant de modifications à la conception, de changements aux caractéristiques ou à leur interprétation ne sera autorisée ni payée à l'entrepreneur, à moins que ces modifications, changements ou interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant la réalisation de ces travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou d'assurer des services qui entraîneraient une augmentation des engagements globaux pour le Canada, à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par l'autorité contractante.

MP3 Mode de paiement

- 3.1 Les paiements seront effectués pas plus d'une fois par mois pour les coûts et les dépenses engagés, dont on retranchera la retenue de garantie, conformément à la base de paiement, **Annexe F**, ci-jointe.
- 3.2 L'entrepreneur doit tenir à jour des dossiers détaillés et précis, classés sous différentes rubriques conformément à l'**Annexe F**, ci-jointe. À la fin du mois, l'entrepreneur doit faire parvenir l'original de la Demande de paiement de TPSGC, dûment remplie, accompagné de deux (2) copies du formulaire, au représentant du Ministère pour le traitement du paiement.
- 3.2.1 Pour ce qui est des travaux ou des services supplémentaires possibles conformément aux exigences prévues au contrat, la vérification de leur coût peut être effectuée par un vérificateur du gouvernement. L'entrepreneur doit conserver toutes les copies des reçus, des bordereaux et des fiches de présence, notamment, pour étayer la demande, au moins pendant les cinq (5) années suivant l'expiration du contrat.
- 3.3 Voici les éléments que doit contenir chaque demande de paiement :
- 3.3.1 un rapport mensuel d'étape sur les acomptes, décrivant en détail les travaux exécutés et les matériaux livrés sur le chantier, mais qui n'ont pas été utilisés au cours de la période de paiement;
- 3.3.2 Sur ces demandes doivent être indiqués le numéro du contrat et les codes financiers figurant à la page 1 du contrat.
- 3.3.3 le montant effectivement demandé, le montant total des demandes de paiement précédentes et le total cumulé à ce jour;
- 3.3.4 la retenue de garantie de dix pour cent (10 %), sauf dans les cas suivants :

-
- 3.3.4.1** la Couronne autorise un paiement forfaitaire ponctuel et ferme pour l'installation des campements au démarrage (non assujetti à l'IPC ou ne faisant pas l'objet d'une retenue de garantie);
- 3.3.4.2** la Couronne autorise un paiement forfaitaire ponctuel et ferme pour le démontage des campements à la fin du projet (non assujetti à l'IPC ou ne faisant pas l'objet d'une retenue de garantie);
- 3.3.5** la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) comme un poste distinct; et le numéro d'inscription à la TPS ou à la TVH;
- 3.3.6** une déclaration assermentée contenant la déposition de l'entrepreneur dans laquelle ce dernier confirme que jusqu'à la date à laquelle la demande d'acompte a été présentée, il se conformait à toutes les obligations prescrites par la loi auxquelles il est assujetti, dans la perspective des conditions de travail et qu'il a délégué toutes les obligations prescrites par la loi auxquelles il est assujetti aux sous-traitants et aux fournisseurs de matériaux par rapport aux travaux prévus au contrat.
- 3.4.** Le représentant du Ministère doit, au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la réception d'une demande de paiement, respecter la partie des travaux et les matériaux décrits dans cette demande;
- 3.5** La retenue de garantie sera versée une fois par année, à la fin de la saison sur le terrain et une fois le contrat terminé à condition que toutes les obligations soient satisfaites.
- 3.5.1** l'exécution et l'acceptation des travaux;
- 3.5.2** la présentation de tous les produits à livrer, y compris l'équipement fourni ou acheté par le gouvernement, le cas échéant, aux représentants du Ministère;
- 3.5.3** l'approbation de la demande de paiement de la retenue de garantie par la Couronne.
- 3.6** Voici comment sera effectué le paiement à l'entrepreneur par le Canada, en contrepartie des travaux exécutés :
- 3.6.1** dans le cas d'un paiement autre que le paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception d'une demande de paiement dûment remplie par l'entrepreneur;
- 3.6.2** dans le cas d'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la date de réception d'une demande de paiement dûment remplie par l'entrepreneur, ou dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les travaux ont pris fin, selon la dernière de ces dates;
- 3.6.3** si le Canada s'objecte à la forme de la demande de paiement, dans les quinze (15) jours suivant sa réception, il doit annoncer à l'entrepreneur la nature de son objection. L'expression « forme de la demande de paiement » signifie qu'il s'agit d'une demande qui contient les documents à l'appui exigés par le Canada ou qui est accompagnée de ce genre de document. Si le Canada ne donne pas cet avis dans les quinze (15) jours, la date indiquée aux alinéas 3.6.1 et 3.6.2 de la clause s'appliquera uniquement aux fins du calcul de l'intérêt sur les comptes en souffrance.

MP4 T1204 – Instructions sur la facturation

-
- 4.1** Conformément à l'alinéa 221(1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5^e suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide de feuillets T1204 Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements contractuels versés aux entrepreneurs en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés à la fois de biens et de services).
- 4.2** Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, l'entrepreneur est tenu de fournir sur sa première facture :
- 4.2.1** sa dénomination sociale, c'est-à-dire la dénomination associée à son numéro d'entreprise ou à son numéro d'assurance sociale (NAS), de même que son adresse et son code postal;
- 4.2.2** son statut, c'est-à-dire s'il s'agit d'un particulier, d'une entreprise individuelle, d'une société de capitaux ou d'une société de personnes;
- 4.2.3** son numéro d'entreprise s'il s'agit d'une société de capitaux ou de personnes et le NAS s'il s'agit d'un particulier ou d'une entreprise individuelle. Dans le cas d'une société de personnes, si l'entrepreneur n'a pas de numéro d'entreprise, c'est l'associé qui a signé le contrat qui doit donner son NAS;
- 4.2.4** dans le cas d'une coentreprise, le numéro d'entreprises de toutes les parties qui ont un numéro d'entreprise ou leur NAS s'ils n'en ont pas.
- 4.3** Si l'information comprend un NAS, celui-ci doit être placé dans une enveloppe à part avec la mention « PROTÉGÉ » et joint à la facture.

MP5 Retard dans le paiement

- 5.1** Abstraction faite de CG6, si le Canada retarde à effectuer un paiement dû conformément aux modalités de paiement, il ne faut pas considérer ce retard comme une atteinte commise par le Canada à l'égard du contrat.

MP6 Intérêts sur les comptes en souffrance

- 6.1** Aux fins de la présente clause,
- 6.1.1** « taux d'escompte » s'entend du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;
- 6.1.2** « taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure normale de l'est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement;
- 6.1.3** « date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis aux fins de payer une somme exigible en vertu du contrat;
- 6.1.4** une somme est « due et payable » par le Canada à l'entrepreneur le jour où elle est devenue exigible conformément aux conditions du contrat;

6.1.5 « en souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible.

6.2 Le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de trois pour cent (3 %) par année, sur toute somme en souffrance. Les intérêts s'appliquent à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement.

6.3 L'entrepreneur doit recevoir des intérêts, sans le demander, sur les paiements en souffrance, sauf dans le cas de sommes qui sont en souffrance depuis moins de quinze (15) jours, auquel cas aucun intérêt n'est versé à moins que l'entrepreneur ne le demande.

6.4 Le Canada ne verse pas d'intérêt sur les acomptes en souffrance ni dans les cas où il n'est pas responsable du retard de paiement à l'entrepreneur.

MP7 Rapport d'étape et paiement par la présente qui ne lie pas le Canada

7.1 Les acomptes doivent être considérés uniquement comme des paiements provisoires, et le ministre a le droit de procéder à des vérifications périodiques des coûts ou des délais et d'effectuer de temps à autre des rajustements pendant le déroulement des travaux. Les paiements en trop résultant de ces acomptes ou pour d'autres raisons doivent être remboursés sans tarder au Canada.

7.2 Ni le rapport d'étape dont il est question à la section MP3.3.1 ni les paiements effectués par le Canada conformément à ces modalités de paiement ne doivent être considérés comme la reconnaissance, par le Canada, que les travaux, les matériaux et les éléments décrits par la présente sont complets, jugés satisfaisants ou conformes au contrat.

MP8 Droit de compensation

8.1 Sans réduire le droit de compensation ou de retenue découlant explicitement ou implicitement de la loi ou d'une disposition quelconque du contrat, le Canada peut opérer compensation de toute somme due par l'entrepreneur au Canada en vertu du contrat ou de tout contrat en vigueur, à l'encontre des sommes dues à l'entrepreneur en vertu du contrat.

8.2 Pour les besoins du paragraphe MP8.1, « contrat en vigueur » désigne un contrat entre le Canada et l'entrepreneur

8.2.1 en vertu duquel l'entrepreneur est légalement tenu d'exécuter du travail ou de fournir de la main-d'œuvre ou des matériaux, ou

8.2.2 à l'égard duquel le Canada a exercé, depuis la date à laquelle le contrat a été conclu, le droit de retirer à l'entrepreneur le mandat de fournir les services visés par le contrat.

MP9 Intérêt sur les demandes de paiement réglées

9.1 Le Canada verse à l'entrepreneur des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3 % par année, sur toute somme d'un paiement réglé, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement.

9.2 Au paragraphe **MP9.1**,

- 9.2.1** une demande de paiement est réputée réglée lorsque les parties signent une entente écrite, indiquant le montant du paiement versé par le Canada et les travaux correspondant au montant en question.
- 9.2.2** une demande de paiement réglée est réputée en souffrance à partir du lendemain de la date à laquelle la demande en question devait être payée conformément au contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 9.3** À l'article **MP9**, « demande de paiement » signifie tout montant contesté faisant l'objet de négociations entre le Canada et l'entrepreneur en vertu du contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TC

NCS-3-36041

Annexe H

Attestations et documents requis

Attestations et documents requis

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable, ou sera considéré comme un manquement au contrat.

1. Attestations requises à la clôture de la demande de soumissions (Si le soumissionnaire souhaite recevoir évaluation facultative pour les considérations liées aux possibilités pour les autochtones comme indiqué à la section 2.6 de l'annexe "I")

1.1 Garantie du nombre d'employés inuits - sur le chantier Entrepreneurs et sous-traitants - pourcentage du nombre d'employés inuits

Heures personne totales estimatives sur le chantier pour le projet : _____

Heures personnes inuits totales estimatives sur le chantier pour le projet : _____

Nombre total d'heures personnes non inuits pour le projet : _____

Total des heures personnes inuits pour le projet = _____ %
 Nombre total d'heures personnes pour le projet

Nom et titre du poste (Indiquez le/les nom(s) si possible)	Employé inuit	Employé non inuit

1.2 Garantie du contenu des contrats adjudugés à des Inuits - La valeur estimée du contenu des contrats adjudugés à des Inuits - Pourcentage de sous-traitants et d'entreprises inuites

Coût total estimatif pour les fournitures, les matériaux, l'équipement et
les services obtenus auprès d'entreprises inuites pour le projet = _____ %
 Coût estimatif total pour le présent projet

Remarque : Le contenu des Inuits pour l'adjudication du contrat se calcule en divisant le montant total du contenu des contrats adjudugés à des Inuits par le montant total du contrat visé par la période fixée. Si le principal entrepreneur est une entreprise inuite de la zone du contrat associé à ce projet, le montant total des contrats adjudugés à des Inuits comprend également la part du contrat que détient cet entrepreneur, c'est-à-dire le montant total du contrat moins le montant de tous les contrats en sous-traitance accordés à des personnes autres que des Inuits pour la période visée.

Nom de l'entrepreneur et emplacement (s'il est connu)	Compagnie inuite	Compagnie non inuite

2. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

2.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des instructions uniformisées 2003. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

3. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité

contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

3.1 Coentreprise

Le soumissionnaire déclare que l'entité qui propose une soumission est ou n'est pas (à supprimer le cas échéant) une coentreprise au sens où on l'entend dans le paragraphe 17 du documentt 2003 (2013-06-01), *Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels*.

Le soumissionnaire doit également fournir les renseignements demandés ci-dessous

a) Type de coentreprise (cocher la mention applicable) :

- ☐ coentreprise constituée en société
☐ société en commandite
☐ société en participation en nom collectif
☐ entreprise contractuelle
☐ autre

b) Composition : (noms et adresse de tous les membres de la coentreprise)

(c) Numéro d'entreprise - approvisionnement de la coentreprise

3.2 Représentant de l'entrepreneur

Nom :

Titre :

Entreprise :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

TC

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-3-36041

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe I

- 1. Procédures d'évaluation**
- 2. Base de sélection**
- 3. Méthode de sélection**
- 4. Critères d'évaluation**

1. Évaluation

- 1.1** Chaque soumission doit d'abord satisfaire à toutes les exigences obligatoires établies dans les critères d'évaluation. À défaut de les respecter, les soumissions seront jugées irrecevables et elles ne seront pas prises en considération.
- 1.2** À chaque critère d'évaluation coté correspond un nombre de points équivalent à son importance dans les soumissions présentées. On évaluera dans quelle mesure une soumission satisfait à l'exigence de chaque critère, à la suite de quoi on lui attribuera une note variant de zéro au nombre total de points possible, zéro indiquant que la soumission ne satisfait pas du tout aux exigences et le nombre total de points possible, que la soumission remplit tout à fait le critère établi.
- 1.3** Chaque soumission doit obtenir au moins 60 % comme note pour la section technique et le même pourcentage pour la section sur la gestion et l'organisation. Les soumissions qui n'obtiennent pas la note de passage dans une section ou dans l'autre seront jugées techniquement irrecevables et elles ne seront pas prises en considération.

2. Méthode de sélection : combinaison du mérite (60 %) et des coûts (40 %)

- 2.1** On choisira l'entrepreneur à partir de la meilleure valeur établie grâce à la combinaison la plus élevée du mérite, soit 60 % (aspect technique, gestion et organisation, considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement) et des coûts, soit 40 % (prix).
- 2.2** Pour évaluer les prix, on attribuera le maximum de points à la soumission la plus basse et on attribuera aux autres soumissions une note proportionnelle. Compte tenu des résultats des évaluations, le soumissionnaire ayant obtenu le nombre total de points combinés le plus élevé, à condition que le prix de la soumission ne dépasse pas la prime maximum de 15 % de la soumission conforme la plus basse, sera recommandé pour l'adjudication du contrat. Si le soumissionnaire qui a obtenu le nombre total de points combinés le plus élevé dépasse la prime maximum de 15 % de la soumission conforme la plus basse, sa soumission sera considérée non conforme et elle ne sera pas prise en considération.

2.3 Calcul de la cote combinée pour le mérite et le prix (exemple seulement)

Nombre total de points : 200

Note de passage = 60 % ou 120 points au minimum pour le prix

Degré d'importance = tech/adm. = 60 % - prix = 40 %

Prime maximum versée = 15 % de la soumission conforme la plus basse

Résumé des résultats de l'évaluation (exemple seulement)

Nom de l'entreprise	Soumission tech./gestion (note pass. = 120 points min.)	Proposition de prix évaluée (TPS incluse)	Note pondérée Mérite = 60 %	Note pondérée Coût = 40 %	Note totale
Soumissionnaire A	175/200	1 000 000 \$	53	40	93,0 Meilleure Proposition d'ensemble

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

TC

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

NCS-3-36041

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Soumissionnaire B	165/200	1 100 000 \$	50,0	37,0	87,0
Soumissionnaire C	155/200	1 150 000 \$	47,0	35,0	82,0
Soumissionnaire D	150/200	1 400 000 \$	45,0	S.O. *	S.O. *
Soumissionnaire E	112/200**	1 200 400 \$	S.O.	S.O.	S.O.

* Le soumissionnaire D (prix) dépasse de plus de 15 % la soumission conforme la plus basse

** Soumissionnaire E : ne parvient pas à obtenir le nombre minimum de points, et est rejeté sans autre examen.

2.4 Évaluation de la soumission technique

POINT	CATÉGORIE	POINTS POSSIBLES
2.4	PROPOSITION TECHNIQUE	
2.4.1	Compréhension du projet <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a démontré qu'il comprenait l'étendue des travaux ainsi que la nature unique du projet par rapport aux contraintes du travail dans les régions éloignées du Nord, sans nécessairement s'y limiter. 	10
2.4.2	Santé et sécurité <ul style="list-style-type: none"> Identifié les risques et les hasards spécifiques au site et aux détails fournis sur comment ils seraient atténués et/ou dirigés. Cela devrait inclure l'analyse complète de santé potentielle et la sécurité risque applicable au travail qui n'inclut pas de santé générique ou fondamentale et d'inquiétudes de sécurité. Les exemples concrets de l'uns ou l'autres instruments, procédures et préparation qui sera utilisée et établie devraient être inclus dans cette section. 	25
2.4.3	Matériel	
2.4.3.1	Équipement et fournitures pour la remise en état des lieux <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a présenté un inventaire détaillé du matériel proposé pour les travaux sur place, notamment son état ainsi que son âge ou le nombre d'heures d'utilisation. Il a donné des précisions sur la façon dont le matériel s'adaptera aux contraintes du chantier, décrit la redondance du matériel, son entretien sur le chantier, et présenté un inventaire des pièces de rechange ainsi que les employés responsables de l'entretien et des réparations. Il a présenté un inventaire détaillé des fournitures nécessaires à l'exécution des travaux pour la remise en état des lieux. Cela peut inclure, mais ne se limitent pas à de déshydratation fournitures connexes, des équipements de surveillance, etc Ne pas inclure le matériel de sécurité et de santé. Il a ajouté une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires. 	30

POINT	CATÉGORIE	POINTS POSSIBLES
2.4	PROPOSITION TECHNIQUE	
2.4.4	Description de la tâche	
2.4.4.1	Installation et démontage <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a décrit précisément la façon dont tout le matériel, tous les matériaux, toutes les fournitures et tout le personnel auxquels il propose de recourir sur le chantier seront transportés jusqu'à l'emplacement de chaque tâche et en seront ramenés. Il a ajouté une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires. 	20
2.4.4.2	Développement d'emprunter la source <ul style="list-style-type: none"> Détails fournis concernant qui empruntent sources seront développés et les quantités estimées de matériel à utiliser. Cela devrait inclure emprunter proximité de la source à travailler site. Il a ajouté une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires. 	10
2.4.4.3	Installation de traitement du sol <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a fourni des précisions sur la construction de l'installation de traitement du sol, notamment l'emplacement des revêtements (le cas échéant) ainsi que le confinement et le traitement de l'eau de contact. Il a décrit la façon dont on procédera à l'excavation du sol contaminé par des hydrocarbures pétroliers et comment il sera transporté jusqu'au secteur de traitement indiqué. Il a fourni des précisions sur les mesures d'atténuation requises pour terminer la construction de l'installation de traitement du sol s'il y a un retard dans la livraison des matériaux de construction de l'installation de traitement du sol au chantier. A fourni des détails sur les problèmes potentiels et les mesures d'atténuation de travailler avec un autre entrepreneur dans le domaine de l'espace de travail. Il a cerné les problèmes éventuels et les mesures d'atténuation. 	30

POINT	CATÉGORIE	POINTS POSSIBLES
2.4	PROPOSITION TECHNIQUE	
2.4.4.4	Excavation et transport des sols contaminés <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a décrit la façon dont on procédera à l'excavation des sols contaminés. Il a fourni des précisions sur les conteneurs ou le matériel qui serviront au transport des sols contaminés depuis l'aire d'entraînement à la lutte contre les incendies jusqu'à l'installation de traitement et précisé dans quelle mesure ils seront conformes à toutes les lois et à tous les règlements sur l'environnement associés au transport des matières dangereuses. Il a décrit la façon dont on procédera au transport des sols contaminés jusqu'à l'installation de traitement, ce qui comprend l'entreposage provisoire, au besoin. Il a ajouté une description des problèmes éventuels ainsi que des mesures d'atténuation nécessaires. 	15
2.4.4.5	Calendrier <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a fourni un calendrier indiquant clairement si les activités de remise en état des lieux seront menées à bien simultanément ou séquentiellement. Il a établi un calendrier qui indique la durée de chacune des tâches principales. Chaque tâche a été subdivisée en un nombre suffisant de sous-tâches de façon à ce que le représentant du Ministère puisse assurer facilement un suivi des progrès réalisés dans le cadre du projet. Le soumissionnaire a établi le chemin critique des activités dans le calendrier et préciser la marge de manœuvre incluse dans la durée des activités indiquées. Le calendrier fait clairement état de la séquence des activités de travail. Il a fourni une garantie écrite à l'effet que le calendrier proposé sera respecté et que le temps et les dépenses d'exécution connexes requises pour effectuer les travaux connus visés par le contrat sont aux frais de l'entrepreneur. 	40

POINT	CATÉGORIE	POINTS POSSIBLES
2.4	PROPOSITION TECHNIQUE	
2.4.5	Organisation de la proposition	
2.4.5.1	Proposition claire, concise et complète <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a présenté une proposition claire, concise et complète bien structurée. Aborder tous les critères dans l'ordre indiqué dans la DDP de manière suffisamment détaillée pour faire la preuve d'une compréhension claire des exigences à satisfaire et des services à fournir. 	10
Nombre total de points possibles pour cette section (proposition technique)		190
Nombre minimum de points acceptable global cette section (proposition technique)		114 (60 %)
Nombre total de points attribués pour cette section (proposition technique)		

2.5 Évaluation de la gestion et de l'organisation proposées

POINT	CATÉGORIE	POINTS POSSIBLES
2.5	GESTION ET ORGANISATION PROPOSÉES	
2.5.1	Qualifications et expérience de l'entreprise, de la coentreprise ou du consortium <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a décrit les qualifications de la société, de la coentreprise ou du consortium ainsi que les renseignements généraux permettant d'établir l'expérience par rapport à des activités d'envergure semblable dans des emplacements situés dans les régions du Nord. 	20
2.5.2	Références de clients <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a fourni des preuves d'au plus trois (3) projets semblables d'assainissement qu'il a menés à bien et auxquels ont participé notamment les principaux membres de l'équipe de projet proposée. Aux fins de la présente évaluation, le terme « projet semblable » désigne un projet réalisé dans un endroit situé dans les régions éloignées du Nord, consistant à réaliser des travaux semblables. Il a défini clairement l'équipe de projet, le rôle de ses membres, les objectifs du projet, la portée des services, le budget, la date de fin et les produits à livrer. Le soumissionnaire a remis des lettres de recommandation pour chacun des projets décrits, signées et datées par le client du soumissionnaire et qui traitent des aspects suivants: <ol style="list-style-type: none"> La mesure à laquelle le soumissionnaire a donné les services à temps. La mesure à laquelle il a donné les services en respectant le budget prévu. La mesure à laquelle il a atteint l'objectif du projet. On attribuera des points au soumissionnaire en tenant compte de l'ensemble de ses réalisations dans chacune des trois sous-catégories et non en fonction de chaque projet. 	30

POINT	CATÉGORIE	POINTS POSSIBLES
2.5.3	<p>Qualifications des principaux intervenants</p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a remis un curriculum vitae (deux pages au maximum) pour les postes ci-dessous. Le document doit présenter l'expérience acquise dans des projets semblables, l'expérience de travail dans des emplacements situés dans les régions éloignées du Nord ainsi que l'expérience du rôle proposé dans le cadre du projet. <p>A.G estionnaire de projet (15) et remplaçant (4)</p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a démontré l'expérience manifeste de la gestion de projets de remise en état de lieux, d'envergure et de portée similaires à celle du projet proposé. Expérience, entre autres, du contrôle des finances et des horaires, et de la liaison avec le client. <p>B. Surveillant des chantiers (15) et surveillant des autres quarts (8)</p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a démontré de l'expérience en matière de gestion du personnel en milieu isolé. Expérience du surveillant de chantier dans le cadre de projets de remise en état des lieux, d'envergure semblable à celle du projet proposé. <p>C. Coordonnateurs de la santé et de la sécurité sur le chantier (10) et à l'extérieur (8)</p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a démontré de l'expérience en matière de travail dans des emplacements situés dans les régions éloignées dans le cadre de projets de remise en état de lieux, d'envergure semblable au projet proposé. Il a précisé l'expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes sur la santé et la sécurité adaptés aux différents emplacements à assainir. <p>D. Spécialiste des déchets non dangereux et dangereux (10)</p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a démontré de l'expérience sur le terrain de projets de remise en état de lieux dans le cadre de projets de portée similaire au projet proposé. Il a précisé l'expérience de la reconnaissance, de l'échantillonnage, de la caractérisation, de la conteneurisation et du transport des matières dangereuses ainsi que de leur élimination. <p>REMARQUE</p> <ol style="list-style-type: none"> Les remplaçants sont des employés affectés au projet dans les cas où les employés désignés sont absents pour cause de maladie, où ils ont changé d'emploi, etc. Les employés pour les changements de quart sont ceux qui remplaceront régulièrement les employés désignés au changement de quarts pendant les travaux sur le chantier. 	70

POINT	CATÉGORIE	POINTS POSSIBLES
2.5	GESTION ET ORGANISATION PROPOSÉES	
2.5.4	Plan d'urgence lié au personnel <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a démontré qu'il est effectivement en mesure de recruter le personnel nécessaire pour le projet et d'établir des plans d'urgence couvrant les principaux membres de l'équipe. 	10
2.5.5	Organigramme <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a présenté un organigramme détaillé de l'équipe du projet, sur lequel se trouve Transport Canada, TPSGC, le représentant du Ministère, le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants. Il a indiqué toutes les ressources, y compris le personnel de l'entrepreneur et les sous-traitants. Il a désigné la personne responsable de l'ensemble du projet ainsi que des dispositions concernant le contrôle des coûts et la conformité aux spécifications. Il a clairement indiqué les rapports hiérarchiques pour toutes les parties. 	10
Nombre total de points possibles pour cette section (gestion et organisation proposées)		140
Nombre minimum de points acceptable global cette section (gestion et organisation proposées)		84 (60%)
Nombre total de points attribués pour cette section (gestion et organisation proposées)		

2.6 Considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement - Facultatif

Les points de bonus facultatifs suivants pour les prestations Inuits permettre aux soumissionnaires de fournir un plan pour des considérations de leur utilisation du contenu du travail des Inuits et des entreprises inuites de la région du contrat lié au projet dans la réalisation des travaux. Les points de bonus facultatifs seront ajoutées aux critères point nominal de points au total.

REMARQUE : Si un soumissionnaire ne les critères cotés points, la proposition sera considérée comme techniquement inacceptable et sera donné aucune autre considération et les points de bonus en option, le cas échéant, ne seront pas évaluées ou envisagées.

CATÉGORIE	VALEUR DU POINT	SCORE
Bureau : Soumissionnaire dispose d'un bureau situé dans la Région du Nunavut de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut.	5	
Recrutement du Travail (Contenu des employés inuits) : <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire inclus une garantie ferme d'utiliser le contenu des employés Inuits de la région du contrat associé avec le projet dans la réalisation des travaux. Les pourcentages indiqués ci-dessous se rapportent spécifiquement à la durée du travail sur site indépendamment du fait qu'ils font partie du personnel de l'entrepreneur principal ou le personnel des sous-traitants. <ul style="list-style-type: none"> 0 – 33 % du total des heures travaillées 0-1 points 34-66 % du total des heures travaillées 2-3 points 67-100 % du total des heures travaillées 4-6 points 	6	
Sous-traitants et fournisseurs : <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire inclus une garantie ferme à utiliser inuites Sub-Entrepreneurs pour les services ou la passation des marchés de fournitures et équipements à partir de entreprises inuites à partir de le domaine de la le contrat associé avec le projet. Ranges sont basés sur les dépenses pour les équipements associé, les fournitures et / ou services en tant que un pourcentage de la coût total estimé pour le contrat de remédiation pas le nombre des entreprises ont utilisé. <ul style="list-style-type: none"> 0 – 33 % du coût total estimé 0-1 points 34-66 % du coût total estimé 2-3 points 67-100 % du coût total estimé 4-6 points <p>Note: si l'entrepreneur principal est une entreprise inuit de la région du contrat associé à ce projet, la valeur totale du pouvoir Inuits doit également inclure leur part du contrat, qui est la valeur totale du contrat, moins le dollar valeur de tous les sous-traitants non inuits pour la période de temps spécifiée.</p>	6	
Nombre total de points possibles pour cette section (pas de minimum réussite / échec)	17	
Nombre total de points attribués pour cette section		

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-140249/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs206

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TC

NCS-3-36041

Sommaire de l'évaluation

Nombre total de points obtenus - proposition technique (Minimum 60 % à 190 = 114 points requis pour passer)	____/190
Nombre total de points obtenus - gestion et organisation proposées (Minimum 60 % à 140 = 84 points requis pour passer)	____/140
Total des points de bonus facultatifs obtenus - Considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement - (17 points maximum sans réussite / échec)	____/ 17
Nombre total des points réalisés dans l'ensemble	____/347
Sélection de l'entrepreneur : Score le plus élevé meilleur rapport qualité-prix (score mérite + score coûts)	
Score mérite = (nombre total de points dans l'ensemble du soumissionnaire / total des points disponibles) x 60	____/ 60
Score coûts = (le coût total estimé de plus bas soumissionnaire conforme soumis / coût total estimé du soumissionnaire) x 40	____/ 40
Score total du meilleur rapport qualité-prix	____/100